

# Aire d'accueil des Gens du voyage de MONTELIMAR- AGGLOMERATION

Chemin des Travailleurs à Ancône  
Hameau des Travailleurs  
26200 MONTELIMAR

-----

## Règlement intérieur

Règlement annexé à la délibération du conseil communautaire en date du 10 novembre 2022.

Règlement intérieur établi conformément au décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019, relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux Gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Égalité et la Citoyenneté.

## **Préambule**

### **1/ Conditions générales**

Article 1 : Fonctionnement général

Article 2 : Règles de circulation sur l'aire

Article 3 : Règles générales d'occupation et de vie sur l'aire

### **2/ Conditions de séjour**

Article 4 : Arrivée

Article 5 : Durée de séjour

Article 6 : Installation

Article 7 : Départ

Article 8 : Retenue de garantie-caution

Article 9 : Coût des fluides

Article 10 : Droit d'usage

### **3/ Responsabilités – interdictions – sanctions**

Article 11 : Responsabilités des voyageurs

Article 12 : Interdictions

Article 13 : Sanctions financières

Article 14 : Autres sanctions

### **4/ Application du règlement**

### **Annexes n°1 à 4**

## **Préambule :**

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

Vu la loi n°2000.614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et ses décrets,

Vu le décret N°2000.569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage,

Vu le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage de la Drôme en vigueur,

Vu la délibération en date du 25 mai 2005, par laquelle le Conseil Communautaire a désigné le terrain communal, cadastré YD 35, situé Hameau des Travailleurs à Montélimar comme aire de stationnement destinée aux gens du voyage itinérants,

Considérant qu'en application de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage,

Considérant que le bon fonctionnement d'une aire d'accueil pour gens du voyage itinérants implique une rotation des familles qui y stationnent et l'établissement d'un règlement intérieur fixant les conditions et les modalités de stationnement et de séjour des usagers de l'aire,

## CONDITIONS GENERALES

L'entrée sur l'aire d'accueil de Montélimar Agglomération implique de connaître le présent règlement intérieur et de l'accepter. Celui-ci est affiché sur l'aire, lu aux nouveaux occupants et disponible auprès du Gestionnaire de l'aire sur simple demande.

L'aire d'accueil étant une installation ouverte au public, son accès est autorisé à tous les représentants des services publics et des autorités des forces de l'ordre.

### **Article 1** : Fonctionnement général

Le terrain intercommunal sis Hameau des Travailleurs à Montélimar est réservé à l'accueil exclusif des populations dites « Gens du Voyage itinérants » et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles. Il a donc vocation à accueillir temporairement des résidences mobiles de Gens du voyage, leurs véhicules tracteurs et, le cas échéant, leurs remorques.

Il comprend 32 places pour personnes valides et 2 pour personnes à mobilité réduite, délimitées et numérotées.

Le gardiennage et la gestion des installations sont assurés par un gardien régisseur du prestataire de service.

Celui-ci est également chargé du contrôle de la durée de séjour, de la rétention des documents exigibles à l'entrée du terrain et de l'encaissement des redevances de stationnement et autres frais liés au séjour.

L'autorisation de stationnement sur l'aire est subordonnée au paiement effectif des frais de séjour contractés lors d'un précédent séjour et de la non-dégradation d'installations de l'aire.

La responsabilité de la Communauté d'Agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION ainsi que celle du Gestionnaire ne pourront en aucun cas être recherchées par un tiers pour raison d'actes ou de dommages imputables aux usagers de l'aire (vols, dégradations sur des biens appartenant aux utilisateurs des lieux).

### **Article 2** : Conditions de circulation

L'aire d'accueil est ouverte à la circulation publique.

Son accès est autorisé par le Président de la Communauté d'Agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION dans la limite des places disponibles.

Son accès est rigoureusement interdit sans autorisation. Il est également interdit aux familles n'ayant pas régularisé les dettes contractées lors d'un précédent séjour.

Seules les familles séjournant en véhicules mobiles en état de bon fonctionnement pourront stationner sur l'aire.

Les véhicules et caravanes doivent être couverts par une assurance garantissant, au minimum, la responsabilité civile du propriétaire ou de l'utilisateur. Tout défaut

d'assurance y compris de responsabilité civile n'engage que les usagers et non la collectivité et son Gestionnaire.

La circulation des deux-roues n'est autorisée que pour entrer ou sortir de l'aire. A l'intérieur de l'aire, les véhicules doivent circuler à vitesse réduite (10 Km/h) et respecter les règles du Code de la route.

Aucun véhicule appartenant à un propriétaire frappé d'une suspension temporaire ou définitive de permis de conduire ne sera entreposé, même à titre provisoire sur l'aire d'accueil.

### **Article 3** : Règles générales d'occupation et de vie sur l'aire

Les installations de l'aire sont à la disposition des occupants et sous leur responsabilité. Ceux-ci doivent veiller individuellement et collectivement au respect de ces installations. Chaque titulaire - chef de famille - de la place est responsable des dégâts causés par les membres de sa famille ou les animaux qui lui appartiennent. Aucune autre installation fixe ou construction à l'initiative des familles n'est autorisée.

Les usagers doivent veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité, entretenir quotidiennement leur place, le bloc sanitaire leur étant attribué et les abords qu'ils doivent laisser propres, y compris avant leur départ.

Les usagers ne doivent pas troubler l'ordre public. Le silence devra être respecté entre vingt-deux heures et sept heures. Les parents sont responsables du comportement de leurs enfants.

Les usagers doivent se respecter mutuellement et observer une parfaite correction à l'égard du voisinage. Les usagers doivent également respecter le personnel intervenant sur l'aire. Tout outrage à agent chargé de mission de service public ou dépositaire de l'autorité publique, dans l'exercice de ses missions, est puni de 7 500 € d'amende s'il est commis par un auteur unique, 6 mois d'emprisonnement et 7 500 € d'amende s'il est commis par plusieurs auteurs (article 433-5 du Code pénal).

Montélimar-Agglomération ne pourra être tenue responsable en cas de vols et/ou de dégradations des biens appartenant aux utilisateurs des lieux : actes de malveillance, litiges de voisinage, dégradations diverses (intempéries, rongeurs...).

## **CONDITIONS DE SEJOUR**

### **Article 4** : arrivée

L'aire d'accueil est ouverte du lundi au vendredi, hors jours fériés, selon le temps de présence du Gestionnaire missionné par Montélimar-Agglomération. Les horaires sont affichés à l'entrée de l'aire d'accueil.

L'accueil des familles désirant séjourner sur l'aire se fera sur rendez-vous, à l'heure et au jour convenus avec le Gestionnaire de l'aire, dans les plages horaires où il est présent sur l'aire.

En dehors de ces heures d'ouverture et pour des problèmes de sécurité, un service d'astreinte pourra intervenir sur site indiqué à l'entrée de l'aire d'accueil.

Tout déplacement abusif de l'astreinte sera sanctionné financièrement (cf grille tarifaire en annexe).

**L'aire d'accueil sera fermée chaque année un mois afin que les travaux d'entretien puissent être effectués.**

Cette période de fermeture est indicative et pourra être modulée notamment en fonction de la nature des travaux à réaliser.

Un arrêté de fermeture de l'aire d'accueil sera établi, transmis aux services Préfectoraux, et communiqué aux familles présentes par voie d'affichage, au moins deux mois à l'avance, afin que ces dernières prennent leurs dispositions de résidentialisation pendant cette période. Les occupants s'engagent à libérer les lieux avant le premier jour de fermeture.

Lors de ces fermetures, les familles sont invitées à se rapprocher des Gestionnaires d'aires permanentes d'accueil à proximité de Montélimar.

Pour des raisons de sécurité, Montélimar-Agglomération pourra être amenée exceptionnellement à fermer l'aire d'accueil à tout moment. Les usagers en sont informés dès que possible. Ils devront prendre les dispositions nécessaires pour libérer les lieux.

Avant d'entrer sur le terrain, les usagers doivent :

- Décliner leur identité
- Présenter une Carte Nationale d'Identité en cours de validité
- Être à jour de toutes leurs dettes envers la Communauté d'Agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION
- Déposer obligatoirement un dépôt de garantie par foyer contre la délivrance d'un reçu. Ce dépôt sera restitué au départ après acquittement des sommes éventuellement dues (dégradations commises, impayés...)
- Payer une avance sur la consommation des fluides, du droit de place et l'enregistrer (tarifs fixés annuellement par décision du Président de la Communauté d'Agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION).
- Déposer la carte grise de leur(s) caravane(s) pour la durée de leur séjour
- Présenter permis de conduire et attestation d'assurance de leur véhicule, en cours de validité, afin de remplir la fiche d'information spécifique
- Préciser le nombre de personnes qui résidera sur l'aire. Tout usager non présenté lors de l'admission sera de fait sans droit ni titre et la collectivité se réserve le droit pour non-respect du règlement d'expulser la famille complète.

L'admission sur l'aire est également subordonnée :

- A la présentation d'un carnet de vaccination à jour pour les animaux de compagnie accompagnant les familles.
- A la possession de véhicule et caravanes en état de marche (art 1<sup>er</sup> du décret 72-37 du 11 janvier 1972) et ce afin de permettre un départ immédiat
- Au respect d'un délai de 2 mois au minimum entre le jour de leur départ de l'aire et leur nouvelle venue (prolongation de ce délai si non-respect du règlement intérieur - Articles 13, 14 et 15).

Un contrat d'occupation temporaire est établi et signé par le G  
chef de famille (cf contrat en annexe).

Conformément au règlement général pour la protection des données n°2016/679 et à la loi du 10 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées, vous pouvez à tout moment exercer vos droits (information, accès, opposition, modification, suppression) concernant vos données personnelles par mail à l'adresse suivante : (*adresse mail du Gestionnaire*).

#### **Article 5** : durée de séjour

**La durée de séjour sur l'aire est limitée à 6 mois par année civile.** Ces 6 mois sont utilisables par période de 3 mois maximum.

Après chaque période d'occupation, il doit s'ensuivre obligatoirement une absence de 2 mois avant un nouveau séjour sur le site.

Il n'y a pas de cumul possible d'une année sur l'autre. Le crédit de jours non utilisé sur une année est perdu.

Aucune demande de dérogation ne sera acceptée.

Durant la période de fermeture annuelle de l'aire d'accueil, les familles devront quitter l'aire quelle que soit la date de leur arrivée et la durée de leur contrat.

#### **Article 6** : installation

Les usagers doivent demander l'autorisation de s'installer sur le terrain au gardien régisseur qui leur attribue un emplacement.

Les usagers et leurs véhicules doivent impérativement occuper l'emplacement qui leur a été attribué, et en respecter ses limites, de façon à ne pas entraver la circulation ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants.

Aucun changement d'emplacement ne pourra être effectué sans l'accord préalable du gardien régisseur de l'aire d'accueil.

Chaque emplacement (2 places) comprend un bloc sanitaire composé :

- d'un WC
- d'une douche
- de branchements eau et 4 d'électricité
- d'un lavabo extérieur
- d'un regard d'évacuation des eaux usées
- d'un coin étendage.

Chaque emplacement dispose de compteurs d'électricité et d'eau individualisés. L'évacuation des eaux (machine à laver, vaisselle...) doit être systématiquement raccordée au collecteur prévu à cet effet.

Un état des lieux contradictoire de l'emplacement, écrit et signé par chacune des parties, est réalisé à l'arrivée et au départ des occupants.

La famille sera redevable, par le biais de la caution, de toute dégradation constatée sur l'emplacement lors de l'état des lieux de sortie (cf grille tarifaire en annexe).

## **Article 7 : départ**

Les usagers doivent prévenir le Gestionnaire de l'aire de leur départ au moins 48 heures ouvrées (week-end exclu) à l'avance en vue :

- de réaliser l'état des lieux de sortie,
- de procéder à l'enregistrement du départ et au solde des comptes,
- de restituer le dépôt de garantie (le matin du départ au local d'accueil) en fonction des dégradations éventuelles constatées sur l'emplacement,
- de restituer l'éventuel trop perçu des droits d'usage (droit d'emplacement, consommation d'eau, d'électricité, le matin du départ au local d'accueil).

## **TARIFS DU STATIONNEMENT - MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **Article 8 : retenue de garantie-caution**

Le montant de la **caution exigée à l'entrée sur l'aire** est fixé par délibération de Montélimar-Agglomération. Il peut être révisé annuellement. Son montant ne peut excéder l'équivalent d'un mois de droit d'emplacement.

Un récépissé sera délivré après règlement.

Cette caution sera restituée à la fin du séjour lorsque les occupants libéreront leur emplacement, après acquittement des sommes éventuellement dues à la suite de dégradations commises, impayés....

Une liste précisant les montants déductibles pour les différents types de dégradation est annexée au présent règlement.

### **Article 9 : Coût des fluides**

Le coût des fluides sera perçu par avance à l'arrivée, puis une fois par semaine minimum (en fonction de sa consommation), par le Gestionnaire de l'aire en son local. Afin d'éviter les coupures, l'utilisateur doit donc veiller à anticiper son provisionnement notamment lors des week-ends et jours fériés.

Les prix relatifs aux redevances d'électricité et d'eau sont affichés au local d'accueil du Gestionnaire régisseur et annexés au présent règlement. Ces tarifs sont fixés par délibération de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération et peuvent être révisés après chaque évolution du tarif d'eau / d'électricité répercutée sur la collectivité.

Une quittance sera délivrée après chaque règlement, par voie dématérialisée ou par papier.

Tout branchement non autorisé sur un compteur sera sanctionné et passible de l'expulsion temporaire ou définitive de l'aire d'accueil.



L'éventuel trop-perçu sera restitué par le Gestionnaire de l'aire ou le restant dû sera acquitté par le chef de famille, en fonction du solde de tout compte calculé au départ de la famille.

En cas d'impayés, un titre de recettes sera émis par Montélimar-Agglomération et transmis au Trésor Public qui engagera alors tous les moyens de recouvrement.

### **Article 10** : droit d'usage

Au titre de tous les services, **les occupants devront verser un droit d'usage proportionnel à la durée de leur séjour**. Ce droit d'usage est payable par place et par jour (de midi à midi), sachant que deux caravanes d'habitation peuvent être regroupées sur un emplacement.

Ce droit d'usage sera perçu par avance à l'arrivée, puis une fois par semaine, par le Gestionnaire de l'aire en son local. Une quittance sera délivrée après règlement par voie dématérialisée ou par papier.

Ce droit d'usage sert au paiement de :

- la gestion locative,
- l'occupation de l'emplacement,
- la mise à disposition de frais de maintenance des bâtiments sanitaires, l'entretien général de l'aire d'accueil,
- le ramassage des ordures (ménagères),
- l'éclairage public du terrain,
- la taxe de séjour.

Le montant forfaitaire du droit d'usage est fixé par délibération de Montélimar-Agglomération. Il peut être révisé annuellement. Les tarifs sont affichés à l'accueil et annexés au règlement.

Ce droit d'usage s'ajoute au paiement des consommations d'électricité et d'eau ainsi qu'à la caution.

L'éventuel trop-perçu sera restitué par le Gestionnaire de l'aire ou le restant dû sera acquitté par le chef de famille, en fonction du solde de tout compte calculé au départ de la famille.

En cas d'impayés, un titre de recettes sera émis par Montélimar-Agglomération et transmis au Trésor Public qui engagera alors tous les moyens de recouvrement.

## **RESPONSABILITES-INTERDICTIONS-SANCTIONS**

### **Article 11** : responsabilités

Chaque emplacement est sous la responsabilité du chef de famille. L'emplacement devra être maintenu propre et le bloc sanitaire en état de fonctionner. Toute dégradation fera l'objet d'un procès-verbal et sera facturée aux occupants dès la dégradation constatée et, si nécessaire, par réserve sur la caution.

## **Article 12 : interdictions**

Le stationnement des caravanes et des véhicules est interdit au-delà des limites de l'emplacement alloué.

Le stationnement des convois lourds (cirques, manèges, forains...) y est interdit.  
La mise sur cales de véhicules est interdite.

L'aire d'accueil n'est pas un lieu d'exercice d'activités professionnelles des usagers. Les activités de ferrailage, déferrage, stockage de matériaux ou déchets, ... sont interdites sur l'aire et ses abords.

**La détention et l'usage d'armes et de chiens de première et deuxième catégorie sont strictement interdits dans l'enceinte de l'aire et ses abords. Leur détention entraînera l'expulsion définitive.**

Les déchets produits au niveau de chaque emplacement doivent être triés et jetés, dans des sacs hermétiques concernant les ordures ménagères, dans les containers prévus à cet effet situés à l'entrée de l'aire. Il est interdit de stocker des sacs d'ordures ménagères prêts à jeter sur les emplacements.

Il est interdit de déposer les déchets non ménagers et les encombrants devant les containers dédiés à l'aire. Ces déchets non ménagers et encombrants doivent être amenés dans les déchetteries de Montélimar-Agglomération. Chacune des familles présentes sur l'aire peut se faire établir une carte d'accès aux déchetteries de Montélimar Agglomération. Les modalités de fonctionnement sont disponibles auprès du Gestionnaire de l'aire d'accueil.

Le brûlage est strictement interdit sur l'ensemble de l'aire (sauf appareil spécifique : barbecue).

La vidange de tout véhicule y est rigoureusement interdite.  
Les eaux sales (machine à laver) devront être rejetées dans le regard prévu à cet effet sur chaque emplacement. Il est interdit de les déverser directement au sol.

Toute installation fixe ou de construction est interdite (sauf auvents en toiles pour les caravanes).

Il est également interdit :

- de planter des piquets,
- de faire des trous au sol, sur les murs ou les arbres,
- de suspendre le linge hors étendoir,
- de brûler des pneus, films plastiques et toutes matières polluantes ou malodorantes,
- de jeter ou d'abandonner des déchets sur le terrain et ses abords, y compris les cendres,
- d'abandonner des épaves (voiture, caravane) ou autres débris de véhicules, de laisser des caravanes inhabitées,
- de stocker de la ferraille ou tous autres matériaux sur l'aire et ses abords,
- de laisser divaguer chiens ou autres animaux,

- d'avoir des animaux non domestiques.

### **Article 13** : sanctions financières

Les fournitures d'électricité et d'eau cesseront dès consommation du crédit alloué.  
Tous les dégâts occasionnés sur un emplacement seront à la charge de l'occupant, sur la base de l'état des lieux établi à l'entrée sur l'aire.

Chaque chef de famille est responsable financièrement des dégâts qu'il pourrait occasionner ou qui seraient occasionnés par les membres de sa famille.  
En cas d'insolvabilité, une plainte pourra être déposée par le prestataire de service ou Montélimar-Agglomération auprès des services de police.

Toute dégradation survenue sur les parties communes en l'absence du Gestionnaire ou durant la nuit fera l'objet d'une constatation et d'une réparation ou remplacement dont le coût sera imputable à toutes les familles occupant l'aire.  
La famille qui n'aurait pas réglé en temps utile les droits d'usage ou qui n'aurait pas quitté le terrain au terme du temps de séjour autorisé est redevable de pénalités fixées par décision du Président de Montélimar-Agglomération.  
Le montant de cette pénalité est révisable annuellement. Son tarif est affiché à l'accueil de l'aire et annexé au règlement.

### **Article 14** : autres sanctions

Tout occupant manquant de respect envers les autres usagers et le personnel travaillant sur l'aire, ne respectant pas le règlement intérieur et/ou troublant l'ordre public se verra appliquer une échelle de sanctions proportionnées à ses actes, allant de l'avertissement oral ou écrit à l'annulation de son autorisation d'occupation d'un emplacement, et pouvant ainsi devenir un occupant sans droit ni titre du domaine public. Ces sanctions peuvent se cumuler avec les sanctions financières définies à l'article 13.

En cas de manquement à ce règlement ou en cas de trouble grave à l'ordre public, le Gestionnaire peut oralement ou par écrit, s'il le juge nécessaire, mettre en demeure l'occupant de s'y conformer. Un constat d'infraction pourra également être établi.

Si cette mise en demeure n'a pas été suivi d'effet, la convention d'occupation temporaire pourra être résiliée avec une exclusion allant d'un mois à une exclusion définitive.

En cas de non-exécution de la mise en demeure de quitter le terrain, Montélimar-Agglomération pourra initier une procédure judiciaire d'expulsion.

Si la sécurité des personnes ou des biens est mise en cause, le Gestionnaire de l'aire pourra faire appel à la Police Nationale et à la Police Municipale qui sont habilitées à prendre toutes les mesures appropriées par la situation.

Pour toute infraction, une plainte pourra être déposée par Montélimar-Agglomération auprès des services de police.

## **Article 15 : exclusions temporaires ou définitives**

En cas de non-respect des articles 11, 12, 13 et 14 les sanctions suivantes pourront être prononcées après avertissement écrit et à l'appréciation du Gestionnaire de l'aire et de Montélimar-Agglomération :

- exclusion d'un mois
- exclusion de 6 mois
- exclusion d'un an
- exclusion définitive

## **APPLICATION DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement intérieur concernant l'accueil et le stationnement des gens du voyage est affiché sur l'aire d'accueil et remis au chef de famille à son arrivée sur l'aire. Il est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Monsieur le Président de la Montélimar-Agglomération, le Gestionnaire et ses représentants sont chargés de l'application du Règlement intérieur.

**TARIFICATION D'ACCÈS  
A L'AIRE D'ACCUEIL  
POUR GENS DU VOYAGE ITINÉRANTS  
AU 01/01/2023**

<i>Détail des frais liés au séjour sur l'aire d'accueil</i>	<i>Tarifs</i>
Dépôt de garantie pour la durée totale du séjour	67,00 €
Droit d'emplacement par jour et par place	2,20 €
Redevance électrique kilowatt/heure	0,62 €
Redevance eau/ assainissement au m <sup>3</sup>	3,00 €

*Indemnités compensatoires pour occupation sans droit ni titre : 10,00 €/ jour / emplacement*

## AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE CONTRAT D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Emplacement n°....

### OCCUPANT :

Je soussigné : ☐ Monsieur ☐ Madame ☐ Mademoiselle

Nom : .....

Prénoms : .....

Lieu de naissance : ..... Date de naissance : .... / .... / .....

Carte d'identité n° : ..... Délivrée par : .....  
OU

Permis de conduire n° : ..... Délivré par : .....

### VEHICULES :

Numéro d'immatriculation véhicule 1 : .....

Numéro d'immatriculation véhicule 2 : .....

Numéro d'immatriculation caravanne 1 : .....

Numéro d'immatriculation caravanne 2 : .....

Numéro d'immatriculation remorque 1 : .....

Numéro d'immatriculation remorque 2 : .....

### COMPOSITION DU GROUPE FAMILIAL :

NOM	PRENOM	DATE NAISSANCE	AGE	SEXE	STATUT (père, fille,...)

### SEJOUR :

Date d'arrivée : ..... / ..... / ..... Durée du séjour sollicitée : .....

Séjour autorisé jusqu'au : ..... / ..... / ..... Date de départ effective : ..... / ..... / .....

## CONDITIONS DE REGLEMENT :

Les consommations de fluides (eau et électricité) ainsi que le droit de place doivent faire l'objet d'un paiement d'avance au vu de la durée de séjour indiquée et d'une estimation de la consommation, selon les conditions fixées dans le règlement intérieur dont j'ai pris connaissance. L'occupant régularisera, en cours ou fin de séjour, avec le Gestionnaire sa situation afin de conserver son droit d'occupation et d'alimentation en fluides.

Une quittance sera émise à chaque versement de fonds de l'occupant.

La caution sera restituée après l'état des lieux, sauf en cas de dégradation. Dans ce cas une facture sera établie.

## DIVERS :

Un état des lieux de l'emplacement est réalisé à mon arrivée, comme à mon départ. Ils sont joints au contrat d'occupation temporaire/ Les dégradations constatées sur l'emplacement ou sur l'aire, occasionnées par moi ou par un membre de ma famille, seront facturées selon la grille tarifaire, dont j'ai pris connaissance dans le règlement intérieur. Si ces engagements ne sont pas respectés par moi ou par un membre de ma famille, je m'expose à une mesure d'expulsion de l'aire d'accueil, à des réparations financières et à une éventuelle poursuite judiciaire.

L'occupant s'engage à signaler immédiatement au Gestionnaire tout dysfonctionnement des équipements de l'aire (locaux sanitaires, distribution d'eau et/ou d'électricité, éclairage...).

**Le locataire accuse réception du règlement intérieur de l'aire d'accueil annexé au présent contrat.**

Il atteste en avoir pris connaissance et avoir obtenu toutes les informations nécessaires auprès du Gestionnaire.

**Il s'engage tant pour lui-même que pour les membres de sa famille, à en respecter scrupuleusement les dispositions.**

**Tout manquement au présent contrat de séjour ou au règlement intérieur (dégradations, impayés, troubles du voisinage...) par le chef de famille et/ou membres de sa famille sera sanctionné par un retrait de l'autorisation de stationnement et l'obligation de quitter le terrain dès notification de ce retrait : l'expulsion pourra être poursuivie par voie judiciaire y compris en la forme d'un simple référé.**

**L'exclusion définitive de l'aire d'accueil de MONTELMAR AGGLOMERATION pourra être prononcée.**

L'utilisateur représentant la famille,

Le gestionnaire,

## TARIFICATION

### DES DEGRADATIONS, PERTE DE MATERIEL ET DEPLACEMENT ABUSIF DE L'ASTREINTE SUR L' AIRE D'ACCUEIL POUR GENS DU VOYAGE ITINÉRANTS

<i>Détail non exhaustif du matériel détérioré sur l'aire d'accueil Si un autre élément non listé était détérioré, la Collectivité se réserve la possibilité d'en estimer le coût</i>	<i>Tarifs</i>
<b>BLOC SANITAIRE</b>	
Tuyauterie, plomberie	40,00 €
Robinet et pommeau	300,00 €
Chasse d'eau	200,00 €
Robinet évier	150,00 €
Porcelaine WC à la turque	280,00 €
Chauffe-eau	330,00 €
Porte	900,00 €
Arrêt de porte	20,00 €
Serrure	380,00 €
Douche	145,00 €
Mitigeur douche	145,00 €
Bac à laver	510,00 €
Eclairage bloc sanitaire	50,00 €
WC handicapé	450,00 €
Auvent toit	200,00 €
Carreaux m <sup>2</sup>	25,00 €
Brique verre	15,00 €
Graffiti, tag	15,00 €
<b>EMPLACEMENT</b>	



<p><i>Détail non exhaustif du matériel détérioré sur l'aire d'accueil</i></p> <p><i>Si un autre élément non listé était détérioré, la Collectivité se réserve la possibilité d'en estimer le coût</i></p>	
	<b>Tarifs</b>
Trou dans le sol	30,00 €
Etendoir	150,00 €
Compteur eau/électricité	870,00 €
Prise d'eau	110,00 €
Branchement eaux usées	2 100,00 €
Prise électrique	50,00 €
Extincteur	70,00 €
Trou dans les murs	150,00 €
<b>CLEF</b>	<b>70,00 €</b>
<b>ESPACES VERTS</b>	
Clôture / ml	40,00 €
Portillon	450,00 €
Pelouse dégradée / m²	5,00 €
Arbre dégradé / U	100,00 €
Arbuste dégradé / U	50,00 €
<b>COMMUNS</b>	
Barrière accès	3 500,00 €
Panneau signalétique	300,00 €
Candélabre	2 600,00 €
Conteneur à déchets	160,00 €
Dépôt d'encombrant non autorisé sur l'aire et ses pourtours	300,00 €*
Déplacement abusif de l'astreinte	100,00 €

\* par volume maximum de 3 m³ de déchets autorisés sur les déchetteries de Montélimar Agglomération. Tout volume de 3m³ engagé est facturé.  
 Pour les déchets non autorisés sur les sites de la collectivité, il sera établi un devis concernant leurs traitement et élimination.